

Solidaires



Branche INRA

« Contorsium », Grenelle, mais où va l'INRA ?

**Un nouveau contenant
pour un vieux contenu ?**

Pendant la mise en place au pas de charge du supposé plan de sauvetage de l'INRA par sa direction générale (rapport de mission de M. Chevassus-au-Louis), les avancées du volet agricole du Grenelle de l'environnement sont laminés lors des conseils d'administration (CA) de l'INRA de juin et octobre puis bientôt vitrifiés dans une politique scientifique cadennassée par le lobby agro-industriel.

Conseil d'administration de l'INRA, morne plaine...

En ce haut lieu de l'immobilisme, les changements décidés suite au Grenelle de l'environnement sont vécus comme l'annonce du déclin inexorable de l'agriculture française. L'ennuyeuse séance du 23 octobre n'a pas dérogé à l'habitude¹. Avec le plan Ecophyto 2018, qui a pour objectif de réduire, si possible, de 50% les pesticides dans les 10 ans à venir, le ciel est tombé sur la tête des « costume-cravate-langue-de-bois » représentants de la forteresse FNSEA, syndicat agricole qui a contribué largement à vider les campagnes (2 700 000 actifs agricoles en 1979, 1 600 000 en 1993, 1 100 000 en 2005). Le plan serait là pour répondre aux « *souhaits assez contradictoires de la société* » par la faute des écolos citadins qui « *n'y connaissent rien* » et qui vont priver les agriculteurs de leurs meilleures molécules phytosanitaires. Ces molécules seront interdites sans que rien n'ait été prévu pour les remplacer. Ne restera plus alors qu'à « ressortir la pioche » du grand père et « l'huile de coude » pour lutter contre les mauvaises herbes.

Pourtant, quand on connaît un peu les coulisses il est amusant, ou sinistre c'est selon, de savoir que les gardiens de la ligne du parti productiviste font tout, et depuis longtemps, pour tuer dans l'œuf les initiatives de recherche pour l'agriculture durable. Et quand il arrive, rarement rassurez vous, que l'une de celles-ci émerge, après avoir échappé à leur vigilance, puis aboutisse, ils usent de tous les moyens appropriés (dont la censure) pour empêcher la diffusion des résultats. Il n'y a point d'urgence écologique qui vaille ici, selon nos professionnels de la profession il est nécessaire de changer sans changement pour donner du temps au temps de ne rien faire. En conséquence, ils souhaitent que « *les exigences ne montent pas plus vite que la réponse aux problèmes* » et demandent que l'INRA fasse « *le tampon avec les politiques et l'opinion publique* » qui, ne voyant rien bouger après le Grenelle, pourraient s'impatienter. En revanche, côté technoscience on fonce à guichets ouverts dans le génie génétique et le tout biotech, ce train-là n'attend pas, concurrence mondiale oblige ! On rêve depuis 20 ans, pour économiser les ressources fossiles, de graminées PGM fixant symbiotiquement l'azote comme des légumineuses.

Côté direction INRA, pour faire sa double révolution verte², on comprendra que l'on n'est guère aiguillonné par de tels partenaires. D'autant, qu'au-delà du discours convenu de façade, la direction de l'Institut ne croit pas vraiment à l'avènement de l'agriculture écologique productive qui suppose, comme l'affirme Mme Guillou, « *la réconciliation de la productivité au champ et de l'environnement* ». Ainsi, devant le CA du 27 juin 2008, un des directeurs scientifiques abondait dans le sens du lobby agroindustriel : « *Ecophyto R&D qui*

¹ Exception faite du représentant du ministère de l'écologie (MEDAD) qui secoue parfois la torpeur ambiante.

² Telle que définie dans le livre de Michel Griffon « Nourrir la planète » : c'est l'agriculture écologique et productive.

Syndicat SUD Recherche EPST, branche INRA

Secrétariat : Centre INRA de Rennes, 35650 LE RHEU

mél : contactinra@sud-recherche.org Tél : 02 23 48 52 15 ou 02 23 48 51 35

cherche à proposer des scénarios de réduction de l'usage des pesticides, avec l'ambition de répondre à une réduction de 50% dans dix ans, cette hypothèse paraissant toutefois assez incertaine » (procès verbal du CA 27 juin pp.21-23), alors même que l'expertise en cours ne rendra pas ses conclusions avant 2009 ! Quant à des recrutements massifs sur cette thématique que nous avons, naïvement, supposée prioritaire, il ne faut pas y songer : « *Il n'est PAS QUESTION de multiplier par 2 ou 3 les effectifs d'une communauté en très peu de temps* » car « *les croissances très brutales de recrutements dans une discipline donnée peuvent déstabiliser durablement la discipline* ». Argument imparable !

Et pourtant, quand la volonté politique est présente, de beaux programmes sortent de terre... Ainsi, avec le projet pharaonique du prototype FUTUROL, les unités INRA recruteront 50 personnes (25 thésards et 25 CR en CDD) sur les agrocarburants de 2^e génération (p. 7 du CR d'exécution du contrat d'objectif 2006-2009). Pourtant cette question est au moins aussi controversée que la réduction des pesticides et de plus techniquement risquée. Dans le cas présent, il n'a pas fallu plus de 6 mois pour trouver les moyens humains ! En parallèle, des postes avaient éclos en mai pour l'agriculture biologique lors de la grand-messe Dinabio de Montpellier destinée à redorer le blason de l'Institut... mais ils ont ensuite disparu au cours de l'été.

Ailleurs pourtant, des discussions intéressantes...

Pendant ce temps, le 14 octobre 2008 à Paris, lors des débats introductifs du colloque « *L'évolution de la politique agricole commune : quelles perspectives pour une agriculture durable ?* », D. Gaboriau, président de la FNCIVAM³, C. Dumont, président de WWF France et M. Barnier, ministre de l'agriculture ont donné leur point de vue sur l'évolution de la PAC. Ils la souhaitent préventive, durable et équitable. « *Le ministre et nous avons dit la même chose* » résumaient FNCIVAM et WWF France. Ces deux associations demandent aussi que l'écologie ne soit pas découplée de l'économie, et regrettent que les pratiques innovantes qui visent à protéger la biodiversité et l'environnement reçoivent peu d'aides publiques : « *Il est urgent de sortir de l'orientation des aides qui ne soutiennent pas l'agriculture durable* ». Le ministre quant à lui, a déclaré : « *C'est une première de venir à ce genre de manifestation. Je n'en ai pas l'habitude, j'espère créer de nouveaux liens* ». Etonnant, des avancées mais hors de l'INRA !

La DG de l'INRA écrivait dans sa réponse à M. Chevassus-au-Louis le 23 septembre : « *Pour la recherche finalisée et les formations associées, il est indispensable de structurer à la bonne échelle un dialogue permanent de nature programmatique avec tous les porteurs d'enjeux économiques et sociétaux, afin d'identifier avec eux la nature des questions de recherche à traiter.* » C'est dans une démarche de dialogue ouvert que SUD demande depuis des années à la direction de l'INRA de s'inscrire. Par exemple en ouvrant le Conseil d'Administration, le Conseil Scientifique (et les CS et Conseil de Gestion des départements et des centres) à tous les porteurs d'enjeux : syndicats agricoles minoritaires, Agences de l'Eau, associations de défense de l'environnement, paysans du Réseau Agriculture Durable (RAD)... Avec ses satellites la FNSEA est la seule organisation d'agriculteurs représentée au CA de l'INRA (7 sièges !). Cette ouverture serait aussi le seul moyen pour que les décisions prises soient véritablement appliquées et qu'elles ne constituent pas comme c'est le cas actuellement, un écran de fumée pour cacher la véritable politique de recherche de l'Institut.

³ Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

Grenelle : un passage de la théorie à la pratique peu glorieux...

Lors du CA du 27 juin, M. Riba reconnaissait qu'à l'INRA « *nous ne sommes pas forcément à la hauteur des enjeux en matière de mise au point des solutions alternatives pour la conduite de cultures* ». Depuis, suite au Grenelle de l'environnement, l'INRA s'est vu confier à l'automne 2008 la mission de monter un ensemble de programmes de recherche et développement relatifs aux systèmes de production agricole, avec les principaux partenaires concernés. Selon la loi n°200 « Grenelle1 » du 21 octobre 2008 : « *Un mouvement de transformation s'impose à l'agriculture pour concilier les impératifs de production quantitative et qualitative, de sécurité sanitaire, d'efficacité économique, de robustesse au changement climatique et de réalisme écologique. A cet effet les objectifs à atteindre sont [notamment] : de parvenir à une production en AB suffisante pour répondre à la demande croissante des consommateurs, et de généraliser des pratiques agricoles durables et productives. De manière générale l'objectif est de réduire de moitié les usages des produits phytopharmaceutiques et des biocides en dix ans en accélérant la diffusion des méthodes alternatives, sous réserve de leur mise au point.* »

La direction de l'INRA a choisi de traiter une mutation de grande ampleur de l'agriculture sans engager le moindre chantier interne de réflexion. Tandis que depuis des années les représentants des céréaliers (réunis sous la bannière d'Orama, Union des grandes cultures, leur credo est « laissez nous produire davantage [...] sans contraintes ») ont d'abord dénigré l'expertise scientifique collective pesticides de 2005 puis tenté de bloquer le travail collectif de proposition du Grenelle de l'environnement. Mais, malgré leur opposition féroce, la dynamique commune entre les acteurs s'est concrétisée sur le volet agricole par le plan Ecophyto 2018 et la loi Grenelle 1. Les grands groupes semenciers, soutenus sans réserve par les instituts techniques, pensent que la seule manière de réduire l'usage des pesticides est de cultiver des plantes GM. Le ton général est « l'agriculture n'a pas failli, les pollutions agricoles sont mineures, surtout ne changeons rien sauf à la marge, cultivons l'avenir c'est à dire PGM et bio(agro)carburants ».

Dans ces conditions il n'y a aucun constat partagé ni sur les origines du mal ni sur le remède pour le guérir et on ne voit pas bien comment avancer. Et c'est aux pyromanes que l'on offre la tenue des pompiers. Qui peut croire que les marchands vont se lancer dans l'innovation non marchande ? M. Chevassus-au-Louis relève bien cette contradiction dans la première partie de son rapport : « *...ce défi [mettre en place de nouveaux systèmes de production et de transformation de ressources vivantes] concerne tout particulièrement des biens publics (sécurité alimentaire, protection de l'environnement, aménagement de l'espace), pour lesquels l'investissement de recherche est avant tout de la responsabilité de l'Etat ou de collectivités internationales (UE) ou territoriales. Ce défi [...] est donc d'autant plus complexe à relever collectivement qu'il ne peut faire – ou très rarement – l'objet d'une valorisation marchande (brevets ou autres protections).* ».

Du côté de la direction générale de l'INRA il semble que l'on n'assume pas ses responsabilités par conformisme, négligence, ou volonté délibérée d'enrayer le processus, sur un enjeu « historique », capital pour la recherche et le bien publics. Face aux obstacles annoncés, une solide position commune de « service public de recherche agronomique » pour une mise en œuvre volontariste des avancées de la loi Grenelle 1 est possible. Au lieu de cela l'INRA choisit de ramer, une fois encore, une fois de trop, dans la galère des productivistes.

En conclusion...

A SUD il nous semble que dans l'accélération récente du mouvement de liquidation de la recherche publique, les véritables priorités de service public capables de fédérer le

personnel sont complètement occultées. Sur le plan des idées et des actes, le nouveau contexte pourrait offrir de grandes perspectives pour la recherche agronomique publique et il est bien dommage que l'INRA y entre à reculons...

La création d'une superstructure de plus, le discutable « consortium agronomique », ne répondra pas à la question essentielle qui est de déterminer quelles sont les perspectives d'avenir que nous voulons donner à la recherche publique. Sauver l'INRA ? Oui, mais pour quoi faire ? Pour quel projet collectif ?

Une recherche ouverte sur la société qui tente d'écouter tous les porteurs d'enjeux au-delà des partenaires historiques des années 60, ou une recherche verrouillée au service du seul secteur agroindustriel et vouée aux technosciences ?

Pourquoi le contenant avant le contenu ?

**Contribution, branche INRA de SUD-Recherche-EPST
Novembre 2008**

